



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 59 – 20 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

MALI : SOLEKTRA
INTERNATIONAL
S'ASSOCIE AU
FRANÇAIS SUNNA
DESIGN POUR
PRODUIRE DES
LAMPADAIRES
SOLAIRES

RETRAIT DES
TROUPES
BURUNDAISES DE
L'AMISOM EN
SOMALIE

COTE D'IVOIRE :
NOMINATION D'UN
NOUVEAU
GOUVERNEMENT

OUGANDA : BAISSÉ
HISTORIQUE DES
IMPORTATIONS
DEPUIS LE KENYA
EN 2016

MAURICE : UN
TAUX DE
CROISSANCE DE
3,5 % ATTENDU EN
2017

TANZANIE : VISITE
DU MINISTRE
CHINOIS DES
AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

GHANA :
INVESTITURE DU
NOUVEAU
PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE, NANA
AKUFO-ADDO

NIGERIA : LA
BOURSE DE LAGOS
A CHUTE DE 6,2 %
EN 2016

BENIN :
CONSTRUCTION
D'UNE CENTRALE
THERMIQUE



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Retrait des troupes burundaises de l'AMISOM

L'Union Européenne s'étant vue refuser la possibilité de verser directement aux militaires leur solde – donc sans passer par le Ministère burundais de la défense nationale et des anciens combattants –, elle a suspendu sa contribution en mars 2016. En réaction, le gouvernement burundais a annoncé cette semaine entamer le retrait de ses 5 400 soldats engagés sur le territoire somalien dans le cadre de l'AMISOM, un contingent qui représente un quart des effectifs de la mission. La contribution mensuelle de l'UE s'élevait à 5 M EUR, ce qui représentait 15,4 % des recettes totales de l'Etat burundais en 2014.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ La Banque mondiale prévoit une légère accélération de la croissance du PIB dans la plupart des économies de l'Afrique centrale

Le PIB du Cameroun, serait en hausse de 5,6 % en 2016 et de 5,7 % en 2017 contre 4,2 % prévu pour 2017 en octobre dernier par le FMI. Le PIB du Gabon croîtrait de 3,2 % en 2016 et de 3,8 % en 2017 ; celui du Congo de 4,6 % en 2016 et 4,3 % en 2017 ; celui du Tchad de -3,5 % en 2016 et -0,3 % en 2017 ; enfin celui de la Guinée Equatoriale de -5,7 % en 2016 et -5,7 % en 2017. Selon la Banque Mondiale, cette légère accélération de la croissance en zone CEMAC en 2017 par rapport à 2016 s'expliquerait par une progressive adaptation des économies de la zone à la baisse des prix des produits de base.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Le comité de pilotage des réformes économiques et financières de la CEMAC s'est réuni à Brazzaville

Le comité de pilotage des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), que préside le Ministre congolais de l'économie a tenu sa première réunion, le 16 janvier à Brazzaville. Cette réunion avait pour objet de trouver des solutions pouvant permettre aux pays de la CEMAC de surmonter la crise économique actuelle. Au nombre des solutions proposées par le comité, figure entre autres le rapatriement des devises par les multinationales installées dans la CEMAC. Le président du comité a en outre rappelé la préoccupation des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la CEMAC, notamment le FMI et la France, face à cette crise.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ BDEAC : Prêt de 26 Mds FCFA de la Banque de Développement de Chine à la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale pour le développement des PME en zone CEMAC

Ce financement dont la signature de la convention de prêt est intervenue le 12 décembre 2016 à Beijing (Chine), s'inscrit selon Abbas Tolli, président de la BDEAC, dans la politique de diversification des économies de la CEMAC, fortement affectées par la baisse des prix des matières premières.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : les réserves de change continuent à augmenter, à 26,5 Mds USD

Les réserves de change ont augmenté ces dernières semaines à la suite de la hausse progressive du prix du pétrole et de la production pétrolière, passant de 24,5 Mds USD le 24 novembre 2016 à 26,5 Mds USD le 9 janvier 2017. Selon le journal Vanguard, la banque centrale a diminué de 25 % ses ventes de devises hebdomadaires sur le marché des changes, passant de 7,5 M USD à 6 M USD la semaine dernière. Ces dollars ont été vendus aux banques nigérianes au taux de 304 NGN / 1 USD. Par ailleurs, la CBN a indiqué qu'elle allait reprendre ses ventes de devises aux bureaux de change à partir de cette semaine.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 430 Mds NGN d'emprunt sur les marchés domestiques au T1 2016

D'après le Bureau de gestion de la dette (DMO), le Nigéria prévoit d'émettre entre 340 et 430 Mds NGN (de 1,12 Md à 1,41 Md USD) d'obligations domestiques au cours du 1^{er} trimestre 2016. Le DMO a en effet annoncé la mise aux enchères de 110 à 140 Mds NGN d'obligations arrivant à échéance en 2021, et de 85 à 105 Mds NGN arrivant à maturité en 2026. Sera également émis un montant entre 45 et 55 Mds NGN sous la forme d'obligations arrivant à maturité en 2027, et 100 à 130 Mds NGN de dette arrivant à échéance en 2036. Selon le calendrier d'émission de dette, seule l'obligation arrivant à maturité en 2027 sera une nouvelle émission. Le reste consistera à la réouverture de dette déjà émise, à partir du 28 janvier.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : hausse des prêts non-performants à 13,4 %

D'après Bloomberg, le taux de prêts non-performants a atteint 13,4 % en septembre 2016, contre 11,7 % en juin 2016 (bien au-dessus du plafond de 5 % que se fixe la banque centrale). Access Bank, 4^{ème} banque en termes d'actifs, affiche un taux de NPL de 2,1 % de l'encours de prêts. First Bank of Nigeria, la plus grosse banque en termes d'actifs, annonce un taux de 22,8 %. Zenith Bank, UBA et GTB ont des taux allant de 2,2 à 4,1 %. Au niveau du secteur, le niveau de capitalisation s'est dégradé en 2016 avec un ratio d'adéquation des fonds propres de 14,7 % en juin 2016 contre 16,1 % fin décembre 2015. Pour les grandes banques (avec des actifs de plus de 1 billion NGN soit 3,2 Mds USD), ce ratio s'établit à 15,65 % (au-dessus du ratio prudentiel de la Banque centrale de 15 %).

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : la bourse de Lagos a chuté de 6,2 % en 2016

Le Nigerian Stock Exchange (NSE) a terminé l'année 2016 en mauvaise forme : le marché primaire n'a pas été très actif, avec peu de nouvelles introductions, tandis que le marché secondaire a chuté, le Nigeria Stock Exchange All Share Index ayant décliné de 6,2%. Par ailleurs, le conseil de la NSE vient d'approuver l'introduction en bourse de la banque islamique Jaiz Bank ; cet établissement bancaire va introduire près de 29,5 M d'actions ordinaires à 1,25 NGN l'unité, amenant l'entreprise à être capitalisée à hauteur de 36,8 Mds NGN.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'inflation recule à 15,4 % en décembre 2016

L'indice des prix à la consommation en glissement annuel a diminué de 0,1 points à 15,4 % contre 15,5 % au mois de novembre 2016, le plus faible taux depuis juin 2014. La baisse des prix des biens non-alimentaires de 0,5 points à 18,2 % a permis ce repli, alors même que l'inflation des biens alimentaires reste en hausse de 0,4 points à 9,7 %. Ce chiffre confirme la tendance baissière de l'année 2016, malgré de fortes variations aux deuxième et troisième trimestres, mais qui reste tout de même supérieur à l'objectif fixé par le FMI de 13,5 % sur le mois de décembre.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : nomination d'un nouveau gouvernement

Ce gouvernement est dirigé par Amadou Gon Coulibaly, précédemment Secrétaire général de la présidence. Il remplace à ce poste Daniel Kablan Duncan, désormais vice-président de la République. L'équipe gouvernementale se réduit à 30 membres, avec 14 départs et 9 arrivées. Trois entrées sont remarquées : celle de Thierry Tanoh (ex-Secrétaire général adjoint de la présidence) nommé ministre du Pétrole, de l'énergie et du développement des énergies renouvelables, celle de Issa Coulibaly (ex-Dg des douanes) qui hérite du ministère des Eaux et forêts et celle de Souleymane Diarrassouba (ex-Dg de la Banque Atlantique Côte d'Ivoire) qui obtient le ministère du Commerce, de l'artisanat et de la promotion des PME.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : recul de 10,5 % des ventes de véhicules neufs

En 2016, environ 8 960 véhicules neufs ont été vendus sur le marché ivoirien, contre près de 10 000 en 2015, soit un recul de 10,5 % sur un an. Le groupe CFAO, détenu par le japonais Toyota, demeure le leader du secteur avec environ 38 % de part de marché. Le groupe est concessionnaire de plusieurs marques dont Peugeot, Citroën, Mitsubishi et Toyota. Il est suivi de *Tractafric Motors* (26 %), filiale du holding marocain SNI et concessionnaire de Hyundai, Mazda et BMW sur le continent. La Société ivoirienne de distribution d'automobile (15%), filiale du groupe antillais Bernard Hayot, arrive en troisième position. La Côte d'Ivoire reste le premier marché de vente de véhicules neufs en Afrique de l'Ouest francophone.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : 4,6 % de croissance estimée pour 2016

Selon la dernière note de conjoncture économique du Niger, la croissance économique du pays s'établirait pour 2016 à 4,6 % contre les 5,2 % initialement prévue. En 2017, elle s'élèverait à 5,5 %. Les recettes totales cumulées fin septembre 2016 au Niger s'établissaient à 467,4 Mds FCFA (712,5 M EUR), soit un taux d'exécution de 59 % par rapport aux prévisions de la loi de finances rectificatives 2016. Les dépenses totales et les prêts nets s'établissaient quant à eux à 871,6 Mds FCFA (1.328,7 M EUR), soit un taux d'exécution de 65 % par rapport aux prévisions.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ **Ethiopie : 1 Md USD de revenus d'exportations sur les cinq premiers mois de l'année fiscale**

L'Ethiopie a dégagé 1,029 Md USD de revenus d'exportations entre juillet 2016 et juin 2017. Cette performance est 60 % inférieure à l'objectif, fixé à 1,7 Md USD, et quasi similaire à celle enregistrée sur la même période l'an dernier, à 1,078 Md USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : baisse historique des importations depuis le Kenya en 2016**

Selon les données statistiques kényanes, les importations ougandaises ont baissé de 20,0 % sur les 10 premiers mois de 2016 par rapport à 2015 pour atteindre 400 M EUR. Cette baisse serait due à la concurrence des produits chinois, similaires à ceux que le Kenya fournit à son voisin (médicaments, fer laminé à plat, ciment, véhicules de chantier et matériel de radiodiffusion) et au fait que certains produits ne transitent plus par le port de Mombasa mais arriveraient directement à Entebbe par voie aérienne. Les importations de Chine, en partie liées aux investissements publics réalisés par les entreprises chinoises, représentaient en 2015 29,0 % des importations totales ougandaises et les importations kényanes 25,0 %.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un taux de croissance de 3,5 % attendu en 2017**

Selon le dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale publié par la Banque Mondiale, l'économie mauricienne devrait progresser de 3,5 % en 2017, alors que, mi-2016, l'institution prévoyait un taux proche de 4,0 %. De plus, la hausse du PIB à Maurice n'aurait été que de 3,2 % en 2016 compte-tenu de l'atonie des investissements. Toutefois, la Banque mondiale anticipe une progression de l'économie mauricienne de 3,8 % en 2018 et 2019.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Soudan : levée des sanctions américaines**

L'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain a publié le 13 janvier le texte 31 CFR Part 538, effectif au 17 janvier 2017, qui autorise toute transaction commerciale avec le Soudan. Cette décision met fin à dix-neuf années de sanctions commerciales. Le taux de change de la monnaie soudanaise s'est apprécié de 25 % dans les heures qui ont suivi l'annonce. Le passage par des chambres de compensation monétaires américaines devrait notamment diminuer le coût des opérations bancaires avec le Soudan. La Bank of Khartoum, principal intervenant soudanais des transferts monétaires internationaux, recherche maintenant de nouvelles correspondances bancaires dans le monde.

✉ olivier.blitz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Comores : un séminaire pour faire un bilan d'étape et dresser les perspectives**

Le 7 janvier, le président de la République A. Assoumani a convoqué son gouvernement, des hauts fonctionnaires et des partenaires du développement pour un premier séminaire visant à établir un bilan de l'action gouvernementale depuis l'installation des nouvelles autorités en mai 2016 ainsi qu'à présenter les orientations politiques pour 2017 et au-delà. Dans le cadre de sa stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCA2D) rénovée et déclinée sous la forme d'un plan d'investissement quinquennal, le gouvernement entend mettre l'accent sur le développement des infrastructures économiques (énergie, transports multimodaux) et sociales (eau potable, santé, éducation).

✉ gaboritl@afd.fr

▼ **Ethiopie : ouverture partielle du capital d'entreprises publiques aux investisseurs étrangers**

Le Premier ministre éthiopien a déclaré que le capital de certaines entreprises publiques allait être partiellement ouvert aux investisseurs étrangers. Cette décision vise à moderniser ces sociétés publiques, à encourager les transferts de technologie, ainsi qu'à améliorer les capacités de gestion. La première privatisation partielle devrait toucher la compagnie maritime Ethiopian Shipping & Logistics Services Enterprise à hauteur de 40 %. Le Premier ministre n'a pas cité d'autres sociétés ou secteurs d'activité concernés.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : présentation du Programme d'actions du gouvernement (PAG)

Ce programme, qui couvre la période 2016-2021, vise à relancer le développement économique et social du pays. Il repose sur trois piliers et se décline en 45 projets phares touchant tous les secteurs majeurs. Le coût des investissements prévus est estimé 13,8 Mds EUR, dont 39 % à mobiliser par l'Etat et 61 % par le secteur privé, via notamment les PPP. Le PAG se traduit dès 2017 par une forte hausse des montants d'investissement public (1,2 Md EUR dans la loi de finances 2017) et celle du besoin subséquent de financements. 1,1 Md EUR d'émissions de titres publics sont ainsi prévues sur le marché régional, soit plus du double des émissions de 2016.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : CIS remporte un appel d'offres

Présent dans le pays depuis cinq ans, la société marseillaise Catering International Service (CIS) vient d'être retenue par la société Semafo Boungou (filiale de la firme canadienne Semafo) pour effectuer la gestion hôtelière du projet aurifère Natougou. Le gisement de Natougou, situé au sud-est du pays (320 kms de la capitale Ouagadougou), prévoit une production annuelle moyenne sur les trois premières années de plus de 226 000 onces d'or. Au cours du premier trimestre 2017, CIS assurera la construction d'une cuisine centrale, puis des services de restauration et d'hôtellerie pour 400 agents.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 38,3 M EUR de la BAD pour la gestion des eaux usées à Bamako

Le projet permettrait dans sa 1ère phase (2017-2021), de traiter un volume d'eau usée de 600 m³ par jour, soit 42 tonnes de matières sèches. Il sera exécuté sur 48 mois. Lors des deux prochaines phases du projet (2022-2026 et 2027-2032), le système évoluera progressivement vers la construction de réseaux d'eau usée et de stations d'épuration affiliées. Cette évolution se fera au fur et à mesure de la mutation vers l'assainissement collectif (nécessitant des technologies plus avancées), aux dépens des systèmes individuels actuels. Le projet bénéficiera à une population d'environ 680 000 personnes, soit 27 % des habitants de Bamako, dont 50,4 % sont des femmes.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : visite du Chef de l'Etat en Arabie Saoudite

Cette visite aura permis aux deux pays de conclure une série d'accords de coopération couvrant différents domaines stratégiques, dont la sécurité et le projet de construction et d'équipement d'écoles primaires dans toutes les régions du pays. Ont été également signés : un accord de prêt additionnel relatif au barrage de Kandadji, un mémorandum d'entente relatif au Programme saoudien de construction de forages, de fonçage de puits et de développement rural en Afrique, ainsi qu'un PPP avec la société Al Horaish For Trading & Industrie, pour l'achat de terres arables au Niger. Le président nigérien a aussi rencontré le président de la Banque islamique de développement pour solliciter une intensification des interventions de l'institution au Niger.

✉ lebaronc@afd.fr@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : nouveau code des marchés publics

Un décret du 1^{er} décembre promulgue un nouveau code des marchés publics, quatrième modification de ce code en cinq ans. Sont désormais exclus des procédures de passation tous les achats de carburants, l'acquisition de médicaments dans certaines circonstances et les prestations de formation des fonctionnaires. Une procédure d'appel d'offres avec concours est instituée. Les manquements des agents publics qui font l'objet de sanctions sont définis de manière beaucoup plus extensive et les sanctions des fautes des candidats aux marchés publics, désormais fixées par le Code, peuvent atteindre de un à cent millions de FCFA ainsi que six mois à deux ans d'interdiction de participation aux marchés publics. Enfin une contribution de régulation de 1 % du montant du marché est instituée.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ Tanzanie : visite du ministre chinois des Affaires étrangères

Le ministre chinois des Affaires étrangères a effectué une visite officielle d'une journée pour discuter de plusieurs projets avec son homologue tanzanien: la modernisation de la ligne de chemin de fer tanzano-zambienne TAZARA, la construction du port de Bagamoyo et de la ligne de chemin de fer *Standard Gauge Railway*, ainsi qu'un plan d'investissements incluant l'installation de 200 usines (200 000 emplois), sur trois ans. Début 2017, la Tanzanie a intégré le programme chinois « *One Belt One Road* » visant à développer les échanges commerciaux entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique. La Chine représentait en 2014 27,0 % des importations de la Tanzanie, alors que sa part de marché n'était que de 4,5 % en 2000.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : visite officielle du président U. Kenyatta en Inde

Le président kényan s'est rendu du 10 au 12 janvier en Inde pour une visite officielle de deux jours, une visite qui fait suite à celle du Premier ministre indien N.Modi en juillet 2016. Au cours de cette visite, une ligne de crédit de 100 M USD en faveur de la mécanisation agricole a été signée. L'Inde est un partenaire commercial important pour le Kenya, puisque le pays a représenté en 2015 1,7 % des exportations kényanes et 16,0 % des importations. Les IDE indiens au Kenya représentaient par ailleurs 9,4 % du stock d'IDE kényan en 2013. La diaspora indienne au Kenya est quant à elle estimée à 80 000 personnes

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 83 Mds FCFA d'Eximbank Chine pour le financement de la production électrique à partir du barrage de Memve'ele

A la faveur d'un décret présidentiel en date du 11 janvier 2017, le ministre de l'Economie, Louis Paul Motaze a été habilité à signer avec la Banque Chinoise Eximbank-China, un accord de prêt d'un montant de 83 Mds FCFA pour le financement du projet de construction des ouvrages d'évacuation d'énergie électrique du barrage hydroélectrique de Memve'ele.

Ce financement fait partie de l'enveloppe globale de 243 Mds FCFA apportée par la banque chinoise, le coût total de réalisation du projet s'élevant à 420 Mds FCFA. Le barrage de Memve'ele devrait à terme détenir une capacité de production électrique de 211 MW et sa livraison est prévue en juin 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : l'Etat signe avec la Banque norvégienne GIEK une convention de prêt de 37,8 Mds FCFA pour l'amélioration de l'accès à l'eau potable dans 3 villes du pays**

Le prêt, sous forme de crédit acheteur, permettra la construction de l'extension et le renforcement des réseaux d'alimentation en eau potable dans les villes de Nkongsamba, Melong et Meyomessala. La capacité additionnelle de production en milieu urbain et péri-urbain devrait atteindre 20 000 m³/jour, portant à 85 % le taux de desserte en eau potable dans chacune des trois villes.

✉ alix.nembot@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Congo : Platinum Power et Congo Capital Entreprises vont exploiter les barrages de la Louéssé**

Le marocain Platinum Power, spécialisé dans le secteur de l'énergie, de l'eau et de l'environnement, partenaire de la holding congolaise Congo Capital Entreprises (CCE) a signé le 17 janvier 2017 à Brazzaville un protocole d'accord avec le Ministre congolais de l'énergie et de l'hydraulique. Cet accord porte sur le financement (par le consortium Platinum Power/CCE) des études de faisabilité qui devraient aboutir à la construction de six barrages hydroélectriques dans la Louéssé, un affluent du bassin du Kouilou-Niari. La capacité de production de ces barrages hydroélectriques est estimée à 500 MW. L'ingénieur suisse Sarine Engineering a été mandaté pour réaliser les études de faisabilité.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Congo : le PADE II en phase de préparation**

L'avant-projet de la note conceptuelle de la deuxième phase du Projet d'appui à la diversification de l'économie congolaise (PADE II) a été validé le 13 janvier à Brazzaville, par la commission interministérielle en charge de son suivi. Le coût global de ce projet, estimé à 34,7 Mds FCFA (53 M EUR), devrait être financé par la Banque mondiale à hauteur de 63 %, de l'État congolais à hauteur de 24 % et les 13 % restants par d'autres bailleurs de fonds qui seront prochainement approchés pour soutenir le projet. A l'instar du PADE I, en phase de clôture, le PADE II vise à améliorer la contribution du secteur hors pétrole au PIB par la promotion des investissements privés et le soutien des PME/TPE compétitives, pour diversifier l'économie congolaise.

✉ ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Cameroun : vers une responsabilité sociétale des organisations**

En jugeant recevable le recours déposé en février 2016 par l'ONG britannique Survival International à l'encontre du WWF, le Point de Contact National (PCN) suisse annonce que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales s'appliqueront aussi aux ONG. Au centre du litige, la communauté Pygmée « Baka » du Cameroun victime d'accaparement des terres par la création de parcs nationaux dont le WWF contribuerait au financement des gardes forestiers. Même s'il désapprouve « l'application des lignes de conduite de l'OCDE, qui ont été pensées pour les litiges entre entreprises commerciales », le WWF fait déjà état des mesures de vigilance mises en place.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Guinée : le gouvernement compte encourager la production locale de riz

Afin d'atteindre l'autosuffisance alimentaire, le gouvernement guinéen va intensifier son appui à la production locale de riz. A travers le ministère de l'Agriculture, des mesures seront prises pour faciliter la commercialisation et la consommation du riz local afin d'écouler la production nationale. La Guinée importe annuellement 300 000 tonnes de riz. En plus de ces importations, le pays reçoit des aides alimentaires de l'ordre de 15 000 à 20 000 tonnes de riz, dont 6 404 tonnes du Programme alimentaire mondial. Le potentiel de terre arable du pays est estimé à 6,2 millions d'hectares, dont 25 % sont cultivés annuellement.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Libéria : le forage d'ExxonMobil n'a pas permis de trouver du pétrole

ExxonMobil vient de révéler que le forage d'un puit en eau profonde au sein du bloc LB-13 n'a pas permis de trouver de pétrole. Cependant, selon le canadien COPL (qui possède 17 % du projet) les échantillons prélevés sont suffisamment intéressants pour qu'ExxonMobil continue à explorer d'autres parties du bloc. Cet actionnariat a été défini dans le cadre d'un accord de partage de la production, validé en 2012 par la compagnie pétrolière nationale libérienne (NOCAL). Seul 10 puits ont été forés au Libéria jusqu'à présent. Un certain nombre de compagnies pétrolières ont revendu leurs blocs pétroliers, telles que Anadarko, Repsol, Tullow et plus récemment African Petroleum.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : construction d'une centrale thermique

Le Conseil des ministres a examiné quelques grands dossiers, dont celui de la construction d'une centrale thermique de 400 MW à Maria-Gléta. La première phase du projet comprend la construction d'une centrale thermique de 120 MW pour un coût global de 163 M EUR. Le financement sera apporté par la Banque islamique de développement (119,5 M EUR), la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (23 M EUR), la Banque Ouest-africaine de développement (15 M EUR) et l'Etat béninois (5,6 M EUR).

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un projet de climatisation utilisant l'eau froide de l'océan bientôt en chantier à Port-Louis**

Le groupe mauricien Sotravic devrait bientôt mettre en chantier (mi-2017) son projet de climatisation de l'air basé sur la technologie SWAC (Sea Water Air Conditioning) consistant à utiliser l'eau froide de la mer pour produire de l'énergie. Les premiers utilisateurs seront les grands immeubles de Port-Louis (150 000 m² de bureaux pour la 1^e phase) situés à proximité de la zone portuaire. Ce projet, dont le coût est estimé à près de 80 M EUR, devrait à terme produire environ 44 MW de froid et contribuer à augmenter la part du renouvelable dans le mix énergétique de l'île. Il devrait en outre permettre d'atténuer les pointes de charge sur le réseau électrique.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : inauguration de la plus importante centrale solaire d'Afrique de l'Est**

Les autorités ougandaises ont inauguré une centrale solaire de 10 MW, dans le district de Soroti. Cette centrale, construite par l'entreprise française Eren et par Access Energy Group (Dubai), représente un investissement de 19 M USD. Selon l'autorité de régulation de l'électricité, l'énergie fournie par la centrale coûtera 0,11 USD /kWh. Il s'agit de la première centrale solaire raccordée au réseau électrique ougandais, alors que le pays envisage de porter la capacité de production à 1 500 MW d'ici 2020, contre 850 MW aujourd'hui. Selon les estimations, l'Ouganda disposerait d'un potentiel d'électricité solaire d'environ 200 MW, de 1 650 MW de biomasse, de 2 200 MW d'hydroélectricité et de 400 MW de géothermie.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : vente d'énergie à KPLC par la première usine de biogaz raccordée au réseau d'Afrique**

Gorge Farm, une ferme de 700 hectares spécialisée dans la production de légumes et de fleurs, s'est dotée en 2015 d'un digesteur anaérobique qui utilise les déchets organiques et le soleil pour produire 2 MW d'énergie. Le parc énergétique couvre les besoins en électricité de la ferme et des 6 000 foyers aux alentours. Le digesteur produit également de la chaleur pour les serres et des engrais naturels. Ce projet, dont le surplus est racheté 10 ct USD/kWh par KPLC et injecté dans le réseau de distribution national, est une première. Le digesteur a été développé par Tropical Power pour un coût total de 6,5 M USD, et est exploité par le producteur indépendant Biojoule.

benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Mali : Solektra International s'associe au français Sunna Design pour produire des lampadaires solaires**

Solektra International, porteur du programme Akon Lighting Africa (avec une présence dans 17 pays africains), s'est associé au français Sunna Design pour fabriquer des lampadaires solaires au Mali. Dès février 2017, une unité d'assemblage de ces lampadaires devrait être mise en production à Bamako avec une capacité de production de 30 000 lampadaires par an. La technologie utilisée pour le développement des lampadaires devrait permettre une capacité supérieure de résistance aux températures élevées enregistrées sur le continent. L'investissement est de 2 M EUR et le projet pourrait employer une trentaine de personnes.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Nigéria : l'usage des technologies financières en nette hausse

D'après le Bureau national des statistiques nigérian (NBS), les paiements bancaires via les services de technologies financières ont nettement progressé durant le troisième trimestre 2016 au Nigéria. Le montant total a atteint 18 150 Mds NGN (58,9 Mds USD) à l'issu de ces trois mois. Une hausse de 23 % sur celui du deuxième trimestre qui était de 14 704 Mds NGN (48,5 Mds USD). Le moyen de paiement préféré reste le distributeur automatique de billets (157,1 M de transactions). Suivent ensuite, les transferts instantanés, les paiements par cartes bancaires et les règlements *mobile money*. Une progression remarquable qui traduit une volonté globale d'informatisation des services des banques nigérianes.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ Côte d'Ivoire : partenariat entre l'école française Airways collège et l'INP-HB pour la formation de pilotes de ligne

Ce partenariat signé le 11 janvier 2017, intervient après une phase d'expérimentation qui a débuté en 2016 avec 15 étudiants de l'Institut national polytechnique Houphouët-Boigny (INP-HB) de Yamoussoukro. L'accord prévoit une seconde promotion de 25 étudiants. Celle-ci recevra sa formation théorique (neuf mois de cours) sur le campus de l'INP-HB. Cette formation sera en grande partie dispensée par les enseignants d'Airways collège. Les cours pratiques (entraînements de vol) devraient durer au minimum 13 mois et auront lieu à l'aéroport de Yamoussoukro.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : convention d'indemnisation directe des assurés et recours des compagnies

Grande première au sein du marché des assurances en Afrique francophone. Une majorité de compagnies d'assurances au Cameroun (sous l'égide de l'Association des Sociétés d'Assurance du Cameroun (ASAC)), ont ratifié une convention d'indemnisation directe des assurés (IDA) visant à simplifier et à accélérer les procédures d'indemnisation en matière de sinistre automobile sous réserve que les dommages aux véhicules, survenus et assurés au Cameroun, soient uniquement matériels (pour un plafond maximal de 500.000 FCFA) . Les dispositions de la présente convention rentreront en vigueur à compter du 01/01/2017.

✉ fayez.samb@cm.grassavoye.com

▼ Ethiopie : le nouveau terminal de fret d'Ethiopian Airlines opérationnel en avril 2017

La construction du nouveau terminal dédié au fret de la compagnie aérienne nationale *Ethiopian Airlines* (EAL), situé à l'aéroport d'Addis-Abeba, est achevée à 82 %. La première phase de ce projet s'élève à 150 M USD, à laquelle l'AFD a contribué à hauteur de 50 M USD. Une fois les travaux terminés, ce terminal cargo disposera d'une capacité de stockage annuel de 1,2 Mt de marchandises sèches et périssables, soit une capacité équivalente aux terminaux de fret d'Amsterdam-Schiphol, de Singapour ou encore de Hong Kong. Le nouveau terminal devrait être opérationnel en avril 2017. Pour rappel, EAL ambitionne d'exploiter 18 avion-cargo desservant 37 destinations internationales d'ici 2025.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : nombre des touristes étrangers en progression**

Le ministre des Finances et de la Planification a annoncé une augmentation de 10,4 % du nombre de touristes étrangers accueillis sur les 10 premiers mois de l'année 2016 (1,02 millions de touristes), malgré la mise en place au 1^{er} juillet de la TVA sur les services touristiques. Le ministre a également annoncé différentes mesures dans ce secteur qui génère 2,23 Mds USD de recettes et 500 000 emplois, dont un audit de la classification des hôtels et une nouvelle cartographie des 16 parcs nationaux. Selon le *Tanzania Tourism board*, le nombre de touristes étrangers visés était de 1,3 million en 2015, est de 3 millions pour 2018 et de 8 millions en 2025.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Bénin : résiliation du contrat de délégation des activités aéronautiques nationales**

L'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) est un établissement public à caractère international assurant une gestion coopérative des espaces aériens pour le compte de ses 18 États membres. Parmi ces derniers, le Bénin, dont le ministre des infrastructures et des transports vient toutefois d'annoncer la décision prise, le 11 janvier dernier, par le Conseil des Ministres, consistant à résilier le contrat de délégation des activités aéronautiques nationales conclu avec l'ASECNA. Au terme d'une procédure d'appel d'offres, le Bénin entend confier la gestion de son espace aérien à un opérateur économique, par voie de délégation de service public, conformément aux dispositions de la loi n°2009-02 du 7 août 2009.

✉ sophie.pignon@twobirds.com

ENTREPRISES

▼ **Nigéria : Ajaokuta Steel Company obtient 139 M USD pour sa réhabilitation**

Le gouvernement fédéral a alloué plus de 4 Mds NGN (139 M USD) pour la réhabilitation de l'Ajaokuta Steel Company. L'allocation du gouvernement en question fait partie du budget 2017 qui a été présenté à l'Assemblée nationale en décembre par le président Buhari et confirme la volonté de ce dernier de redynamiser le secteur dans les prochaines années. L'entreprise est la principale usine sidérurgique nigériane, destinée autrefois à être le premier fournisseur de produits à base d'acier de qualité dans tous les principaux secteurs économiques du pays, comme la construction ou encore la fabrication de produits finis en acier.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le consultant français Thétis retenu pour l'étude de faisabilité d'un complexe sportif**

C'est à la suite d'un appel d'offres restreint que le consultant français Thétis, spécialisé dans l'ingénierie sportive, a été retenu pour réaliser l'étude de faisabilité d'un complexe multisports devant être construit à Côte-d'Or (centre de l'île), sur la zone prévue pour le développement de la ville nouvelle de Highlands. Ce projet fait l'objet d'un financement concessionnel de 48 M EUR octroyé par la Chine. Une partie des infrastructures, dont la piscine olympique, devrait être prête pour les prochains JIOI (Jeux des Îles de L'Océan Indien) prévus à Maurice en 2019. L'étude devra aussi élaborer un plan d'actions visant à développer la pratique du sport à Maurice.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon : Rougier Gabon signe un contrat de fourniture de grumes d'Okoumé avec la GSEZ**

Rougier Gabon a signé le 30 décembre 2016 un contrat de fourniture de grumes d'Okoumé avec la GSEZ (Gabon Special Economic Zone), société en charge du développement de cette zone franche. Pendant toute la durée du contrat fixée à 7 ans, Rougier Gabon s'engage à alimenter les nouvelles usines en cours d'installation dans la GSEZ à hauteur d'un volume total de 700 000 m³ de grumes d'Okoumé. Rougier Gabon a obtenu la certification FSC sur l'ensemble de ses 900 000 hectares de concessions forestières au Gabon. huet@rougier.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Nigéria : visite du ministre des Affaires étrangères chinois le 11 janvier

Le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi était en visite au Nigéria le 11 janvier, dans le cadre d'une tournée africaine durant laquelle il s'est rendu à Madagascar, en Zambie, en Tanzanie et en République du Congo. Suite à cette visite, les autorités nigérianes ont rappelé leur adhésion à la « politique d'une seule Chine » et notamment demandé la délocalisation de la mission commerciale de Taïwan actuellement à Abuja, vers Lagos. Durant cette visite, le ministre chinois qui a rencontré le président Buhari, a annoncé des investissements chinois au Nigéria dans les infrastructures de l'ordre de 40 Mds USD pour les années à venir.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : investiture du nouveau Président de la République, Nana Akufo-Addo

La cérémonie d'investiture du nouveau président Nana Akufo-Addo a eu lieu samedi 7 janvier, en présence de M. Le Guen, Secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères. Dans son discours d'investiture, Nana Akufo-Addo a réitéré sa volonté de réduire le déficit public tout comme les diverses taxes mises en place par l'administration Mahama, afin selon lui de relancer l'économie ghanéenne, dont l'objectif de croissance est de 8 % sur l'année 2017. Plusieurs annonces fortes ont été faites afin de relancer la productivité : réduction de l'impôt sur les sociétés, suppression de la TVA sur les services financiers ainsi que les droits de douanes sur l'importation de matières premières et matériels de fabrication.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : déplacement de la directrice générale du FMI

Mme Christine Lagarde, se rendra en Ouganda du 25 au 27 janvier. Cette visite fait partie d'une tournée africaine au cours de laquelle la directrice générale se rendra également en Centrafrique et à Maurice. En plus d'entretiens avec le président de la République et le ministre des Finances, Mme Lagarde participera à une conférence sur l'économie ougandaise, la dette et l'investissement. Cette visite se déroulera deux semaines après la publication de la 7^e revue de l'Ouganda dans le cadre de l'instrument de soutien à la politique économique.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : PRATIC prépare OSIANE 2017

Avec l'appui de l'Agence de Régulation des postes et des communications électroniques du Congo, l'association PRATIC (qui promeut les NTIC en Afrique) organise du 11 au 14 avril 2017 à Brazzaville, un salon sur les technologies de l'information et de l'innovation, baptisé OSIANE 2017 (Opportunités - Services - Innovation – Accessibilité - Numérique - Entrepreneuriat). Le salon se veut être une plateforme d'échanges sur les enjeux de l'industrie du numérique et de l'innovation qui est indissociable d'une économie diversifiée et inclusive. Les acteurs privés nationaux et étrangers ainsi que les partenaires au développement de la République du Congo sont invités à y participer.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : La CCIAM de Pointe Noire organise une convention d'affaires du 12 au 14 juin**

La première édition de la convention d'affaires "Lisanga" (regroupement en lingala) qu'organise, du 12 au 14 juin 2017 à Pointe-Noire, la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers (CCIAM) de Pointe Noire est destinée aux entreprises nationales et étrangères intéressées par le continent africain en général et le Congo en particulier. Le promoteur de cet événement souhaite donner l'occasion aux dirigeants et responsables d'entreprises de tisser des partenariats. Au programme : des rendez-vous d'affaires organisés et ciblés, des séances de speed-dating ainsi que des visites de sites et d'entreprises congolaises.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

